

## Carte blanche: «Vive le confédéralisme?»

MIS EN LIGNE LE 18/06/2019 À 09:00 [PAR PHILIPPE VAN PARIJS, PHILOSOPHE, UCLouvain EN DE KU LEUVEN](#)

Des citoyens libres de toute ligne de parti doivent être associés aux discussions sur l'avenir institutionnel de la Belgique. Le confédéralisme, et la définition que l'on veut en donner, sera un thème incontournable.



Une discussion sur l'avenir institutionnel de la Belgique est inéluctable. Que les articles de la Constitution les plus pertinents soient cadencés pendant cette législature est un avantage. De bonnes réformes ne s'improvisent pas dans la fièvre de la formation d'un gouvernement, dans un bras de fer entre partis anxieux de ne pas perdre la face. Pour que la discussion soit féconde, il faut la mener d'emblée en commun, pas dans deux camps linguistiquement homogènes piégés dans une méfiance mutuelle, et en y associant d'emblée des citoyens libres de toute ligne de parti, pas seulement des responsables politiques dont les soucis tactiques paralysent la pensée.

Cette discussion portera-t-elle sur le confédéralisme ? Bien sûr, en commençant par le définir. Dans une interview publiée sous le titre « Le président du Voka Michel Delbaere plaide pour le confédéralisme », un président de l'organisation patronale flamande nous y aide : « Dans ma définition, le confédéralisme consiste à répartir les compétences de telle sorte qu'elles soient les plus efficaces... S'il y a des matières dont il vaut mieux qu'elles restent fédérales parce que c'est plus efficace, alors c'est parfait pour nous. » (*De Morgen*, 12 novembre 2012)

Du confédéralisme ainsi défini on peut concevoir plusieurs versions. Bart De Wever a présenté la sienne dans un chapitre de *Onvoltooid Vlaanderen* (2017). J'en développe une autre, très différente, dans mon livre *Belgium. Une utopie pour notre temps* (2018).

## Une question de linguistique

Quelle est la raison profonde de l'écart entre ces deux versions ? Dans son essai *Over identiteit* (2019), Bart De Wever explicite la philosophie politique qui sous-tend la sienne. D'une part, contre le fondamentalisme chrétien autant que musulman, contre le relativisme culturel des penseurs post-modernes et contre la croyance en un insurmontable clash des civilisations, il défend les valeurs des Lumières comme principe organisateur de nos institutions et source de notre foi dans le progrès. D'autre part, contre un cosmopolitisme individualiste et contre un multiculturalisme prônant la cohabitation de bulles monoculturelles étanches, il défend l'importance de doter la population de chaque territoire d'une identité collective commune qui lui permette de fonctionner comme une communauté démocratique. Cette communauté, pour De Wever, ç'aurait pu être la Belgique si l'histoire linguistique de la Belgique avait pris un autre cours, mais c'est aujourd'hui la Flandre. Pour que les nouveaux arrivants, quelles que soient leur couleur de peau, leur langue maternelle ou leur religion, puissent en devenir membres à part entière, il leur est demandé d'en apprendre la langue et de reconnaître la légitimité des valeurs des Lumières pour guider, sinon leur conduite privée, en tout cas les institutions publiques auxquelles ils auront à se soumettre.

## Améliorer le fonctionnement démocratique

Un peu à ma surprise, je ne peux qu'être d'accord avec une bonne partie des positions ainsi résumées. Le désaccord crucial me semble pouvoir être identifié comme suit. Même s'il admet que les citoyens peuvent avoir des identités multiples, Bart De Wever estime que, pour chacun d'entre nous, notre communauté démocratique doit être unique et couvrir une population suffisamment homogène sur le plan linguistique pour permettre le partage d'une culture bien plus riche que la seule adhésion aux valeurs des Lumières. Pour ma part, je ne nie pas que le fonctionnement démocratique et la solidarité qui y est associée soient plus aisément réalisables dans des communautés possédant une culture commune en

ce sens. Mais s'il est opportun de placer le plus de compétences possible au niveau auquel il est le moins difficile de faire fonctionner la démocratie, il est encore plus important de veiller à mieux faire fonctionner la démocratie aux niveaux inévitablement plus hétérogènes auxquels, en raison de l'intensité des interdépendances, il est indispensable que des décisions se prennent.

## **Pour une agora épanouie**

Deux conséquences en découlent. D'abord, nous n'avons pas à appartenir à un demos unique et culturellement homogène, qui ne pourrait entrer que dans des relations de marchandage avec les autres demos. Nous appartenons et il est important que, de la commune à l'Europe, nous appartenions simultanément à plusieurs communautés démocratiques emboîtées l'une dans l'autre. Et une de nos tâches prioritaires consiste à développer les conditions linguistiques et façonner des institutions politiques, notamment électorales, qui doivent permettre l'épanouissement d'une agora commune plus robuste et, par suite, un fonctionnement démocratique plus sain aux niveaux moins unifiés linguistiquement et donc culturellement.

## **Le casse-tête bruxellois**

Ensuite, pour ceux qui croient qu'une communauté politique doit être linguistiquement homogène, Bruxelles est manifestement un gros problème. Faute de prôner une francisation intégrale de Bruxelles – ce qui serait la solution la plus évidente –, ils ont été acculés à imaginer des formules aussi biscornues que l'obligation pour chaque Bruxellois de se définir comme Flamand ou Wallon, avec les droits et devoirs politiques, sociaux et fiscaux qui y sont associés. Ne fût-ce qu'à la lumière de la régionalisation des allocations familiales, je doute que quiconque prenne cette formule au sérieux. Bien sûr cette région n'a pas vocation à devenir une nation. Elle est et restera plus multiculturelle et multilingue que ses deux voisines. Mais au nom de quoi pourrait-on exiger des Bruxellois qu'ils renoncent à former un « peuple », au même titre que les Flamands, les Wallons et les Ostbelgier ? Or, comme Bart De Wever l'observait à juste titre : « La difficulté est de trouver une solution qui convienne aux Bruxellois parce qu'à un moment donné ils auront une voix au chapitre » (*Humo*, 21 décembre 2010). Si un jour « confédéralisme » il y a, ce sera un confédéralisme à quatre.

## **Un gouvernement fédéral, et vite !**

Et bien voilà : il y a du pain sur la planche. Que les partis qui en ont reçu la responsabilité des électeurs forment rapidement un gouvernement fédéral pour pouvoir affronter les urgences qui ne manqueront pas. Et qu'en parallèle on mette en route un processus qui enjambe d'emblée la frontière linguistique et n'implique pas que des politiques. Se mettre vraiment à l'écoute des arguments des autres n'est pas facile, mais c'est la seule chance de faire évoluer nos institutions de telle sorte que la génération de nos petits-enfants n'ait pas à avoir honte de celle qui exerce le pouvoir aujourd'hui.